

# EPIDÉMIE D'EBOLA, AU DELÀ DE L'URGENCE SANITAIRE ; L'URGENCE ÉCONOMIQUE.

---

**DR LUC TSACHOUA**

**M.D. MPH**

**RÉDACTEUR MÉDICAL INDÉPENDANT**

bertrandtsach@yahoo.fr

---

## Résumé

L'épidémie d'Ebola qui frappe l'Afrique de l'Ouest a été déclarée par l'OMS, urgence de santé publique de portée mondiale. Au-delà de l'impact humain et social que représente cette flambée épidémique, des conséquences économiques graves sont également à craindre pour les pays touchés. En effet, selon de nombreux organismes financiers internationaux, cette épidémie aura à court terme, un impact majeur sur l'économie de ces pays ; du fait de certaines mesures d'isolement économique, prises à l'égard de ceux-ci. Ainsi, des initiatives telles que la réduction du trafic aérien ou l'interdiction de l'exportation de certaines marchandises ; qui ne se justifient pas toujours sur le plan scientifique, ont en fait pour principale conséquence, un ralentissement de l'activité économique des pays touchés.

Au final, certaines de ces mesures se révèlent, dans le cadre de la lutte contre l'Ebola, comme contre-productives, car elles plongent un peu plus ces pays dans la crise et pourraient, sous peu, être à l'origine d'un autre type d'urgence ; une urgence économique de portée nationale.

---

## Une urgence sanitaire de portée mondiale

Le 08 août 2014, le comité d'urgence de l'OMS déclarait l'épidémie de maladie à virus Ebola qui frappe l'Afrique de l'Ouest, urgence de santé publique de portée mondiale.

Cette déclaration était fondée sur le fait que cette épidémie revêtait, selon l'OMS, les caractéristiques suivantes :

- Il s'agit d'un « événement extraordinaire » et un risque pour la santé publique dans d'autres États ;
- les conséquences possibles d'une poursuite de la propagation internationale sont particulièrement graves compte tenu de la virulence de ce virus, de l'intensité de la transmission au niveau communautaire

et à celui des établissements de santé, ainsi que de la faiblesse des systèmes de santé dans les pays actuellement touchés et ceux, les plus exposés au risque;

- une action internationale coordonnée est jugée essentielle pour renverser la tendance et mettre un terme à la propagation internationale du virus Ebola.

Signalons que, le statut d'urgence de santé publique de portée internationale n'a par le passé été décrété que pour deux autres événements ; à savoir, en mai 2014 pour l'épidémie de poliomyélite et en 2009 pour la pandémie de grippe A H1N1.

## Situation épidémiologique

D'après le *Sitrep* de l'OMS, daté du 11 mars 2015<sup>1</sup>, la maladie à virus Ebola a touché 24.282 personnes et fait 9.976 victimes ; principalement dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus affectés (Guinée Conakry, Sierra Leone et Liberia).

D'autres pays ont également été touché, dans des proportions plus faibles. C'est le cas du Nigeria (20 cas pour 8 décès), du Mali (8 cas pour 6 décès), des États-Unis (4 cas pour un décès), Sénégal, Espagne et Royaume-Unis ont quant-à eu chacun un cas qui s'est soldé par une guérison.

Enfin, il est également important de signaler que le personnel soignant, en première ligne sur le front de la lutte, paye dans cette crise un lourd tribut avec jusqu'à présent, 837 contaminations enregistrées pour 490 décès.

Depuis le début de l'année 2015, le nombre de nouveau cas diagnostiqués oscille autour des 100 nouveaux cas/semaines dans la trois principaux pays touchés. Des chiffres bien en deçà de ceux observés au plus fort de l'épidémie, qui ne signent cependant pas la fin de l'épidémie, mais laissent entrevoir l'espoir d'un futur contrôle de celle-ci ; si tant est que les efforts déployés sur le terrain et la mobilisation internationale restent conséquents.

**Tableau :** Cas probables, suspects ou confirmés de maladie et de décès dus au virus Ebola

| Country      | Case definition | Cumulative cases | Cases in past 21 days | Cumulative deaths |
|--------------|-----------------|------------------|-----------------------|-------------------|
| Guinea       | Confirmed       | 2871             | 144                   | 1778              |
|              | Probable        | 392              | *                     | 392               |
|              | Suspected       | 22               | *                     | ‡                 |
|              | <b>Total</b>    | <b>3285</b>      | <b>144</b>            | <b>2170</b>       |
| Liberia**    | Confirmed       | 3150             | 4                     | ‡                 |
|              | Probable        | 1879             | *                     | ‡                 |
|              | Suspected       | 4314             | *                     | ‡                 |
|              | <b>Total</b>    | <b>9343</b>      | <b>4</b>              | <b>4162</b>       |
| Sierra Leone | Confirmed       | 8428             | 202                   | 3263              |
|              | Probable        | 287              | *                     | 208               |
|              | Suspected       | 2904             | *                     | 158               |
|              | <b>Total</b>    | <b>11 619</b>    | <b>202</b>            | <b>3629</b>       |
| <b>Total</b> | Confirmed       | 14 449           | 350                   | ‡                 |
|              | Probable        | 2558             | *                     | ‡                 |
|              | Suspected       | 7240             | *                     | ‡                 |
|              | <b>Total</b>    | <b>24 247</b>    | <b>350</b>            | <b>9961</b>       |

Source OMS. Les données rapportées sont basées sur les chiffres officiels rapportés par les ministères de la santé de ces pays. Ils restent néanmoins sujets à modification du fait de possibles reclassifications, d'enquêtes rétrospectives et de la disponibilité des résultats de laboratoire.

<sup>1</sup> <http://apps.who.int/ebola/current-situation/ebola-situation-report-11-march-2015>

## Urgence économique et sociale

Si nous pouvons, avec beaucoup de prudence, nous dire que nous tendons tout doucement vers l'épilogue de cette crise, il ne faut pas oublier que si le coût majeur de cette épidémie est surtout humain, des conséquences économiques tout aussi graves pourraient bientôt se rajouter au bilan macabre.

Des analyses d'impact, des épidémies sur l'économie des pays touchés, démontrent que le coût de ces événements sanitaires ne se chiffre pas uniquement en pertes humaines ; mais également en pertes financières. A titre d'illustration, nous pouvons évoquer l'épidémie de choléra de 1991 au Pérou qui a coûté plus de 775 millions de \$ en pertes sèches pour l'économie de ce pays. On peut également évoquer l'épidémie de SRAS (Syndrome respiratoire aigu sévère), qui a fait près de 800 victimes et coûté plus de 50 millions de \$ pour l'économie des principaux pays touchés (Chine, Hong Kong, Singapour, Canada).

Toujours d'après ces analystes, l'impact financier des économies s'explique principalement par des facteurs tels que :

- La baisse de l'activité économique dans les pays touchés ; qui trouve son origine, entre autres, dans le climat de morosité sociale qui y prévaut, la baisse de fréquentation des marchés et des centres commerciaux, ou encore la baisse de consommation de produits à risque de diffuser la maladie,
- La diminution des échanges commerciaux avec les pays touchés, conséquence de la mise en place de restrictions douanières sur certains produits notamment ceux qui sont considérés comme potentiels vecteurs,
- Les pertes sèches liées au fléchissement des activités liées au tourisme, à la culturelle et au sport
- ou encore les phénomènes migratoires tels que les départs de personnels expatriés et d'investisseurs étrangers ou encore la fuite des populations autochtones qui

s'expatrient dans le cadre de migrations sanitaire.

## Des facteurs internes et externes qui risquent de compliquer encore un peu plus la situation

Durant cette épidémie d'Ebola, l'activité économique des pays touchés a été freinée par une série de facteurs internes et externes qui risquent, s'ils ne sont pas vite jugulés, de fragiliser encore plus ces pays meurtris.

En interne, l'économie de ces pays a tout d'abord été freinée par une série de facteurs sociaux. Il s'agit de :

- La peur et le rejet des populations entre elles (surtout envers les personnes malades, toutes pathologies confondues) ;
- L'émanation de nombreuses légendes urbaines autour des modes de transmission de la maladie (Certains produits de consommation autres que la viande de brousse sont parfois pointés du doigt : viande d'élevage, légumes, etc.)
- Un fort sentiment d'insécurité sanitaire qui a entraîné la perte de confiance dans des systèmes de santé déjà fragiles.

Toujours en interne, en réponse à cette épidémie, de nombreuses mesures ont été prises par les gouvernements des pays touchés ; des mesures telles que :

- l'instauration de couvre-feu,
- L'interdiction de la vente de viande de brousse,
- la diffusion de consignes recommandant à la population d'éviter les rassemblements de foules.

Toutes ces mesures, bien que justifiées, pour la plus part d'entre elles, ont cependant contribué à renforcer le mal-être social et entraîné dans des régions touchées comme dans celles indemnes, un ralentissement de l'activité économique.

En externe, de nombreux pays ont également pris des mesures pour éviter l'arrivée de la maladie sur leur territoire. On peut entre autres évoquer :

- les interdictions d'accès à certains pays pour tous les voyageurs (même bien portants) en provenance de pays touchés.

Une mesure d'autant plus surprenante lorsque l'on sait qu'elle peut-être facilement contournée grâce aux multiples trajets et connections aériennes qui s'offrent encore à ces voyageurs.

- Plus surprenant encore, certains pays ont frappé d'interdiction, l'importation de biens de consommation (fruits et légumes) en provenant des pays touchés. Une mesure d'autant plus surprenante lorsque l'on connaît les modes de transmission de la maladie qui pour rappel ne peut-être contractée que par contact étroit avec des hommes ou des animaux malades, ou leur dépouille.

Des mesures qui, in fine, tiennent plus de la paranoïa que de la santé publique, l'OMS n'ayant par ailleurs édité aucune restriction concernant le transport de personne ou de biens ; position que l'Organisation n'a eu de cesse de réitérer depuis le début de la crise.

L'Union Africaine ne s'est penchée sur cette situation en marge de sa réunion du 08 septembre 2014, en exhortant les états membres à lever toutes les interdictions de voyage, afin que les populations des pays touchés puissent se déplacer et faire du commerce ; toutes choses devant favoriser les activités économiques. L'institution Africaine a néanmoins souligné que, si les interdictions de voyage devaient être levées, des mécanismes de surveillance adéquats devaient être mis en place, aux points de départ des pays touchés et d'arrivée des autres pays de l'Union.

Il serait dès lors bon de penser à l'impact que pourraient avoir certaines « fausse » bonnes mesures sur l'épidémie ; avant de les adopter. L'enjeu est ici de trouver le juste-milieu entre les mesures essentielles à mettre en place pour juguler l'épidémie et les mesures trop contraignantes, qui risquent de mettre à mal l'activité économique des pays touchés, sans impact significatif sur la crise ; toutes choses ayant pour finalité de ne pas faire de cette épidémie, le point de départ d'une crise économique aux conséquences plus tragiques.

## Prévisions des experts financiers

De nombreuses institutions financières internationales commencent à se pencher sur la question de l'impact économique de cette épidémie, estimant que les perspectives économiques des pays touchés par l'épidémie étaient plutôt mauvaises ; des projections économiques peu reluisantes qui s'expliquent non seulement par l'impact direct de la maladie sur la population (en terme de force de travail), mais également par les mesures prises en interne et en externe évoqués ci-dessus qui, si elles restent compréhensibles, tant l'épidémie fait peur ; semblent pour certaines d'entre elles avoir été prise sans évaluation circonspecte de leurs conséquences économiques et sociales.

Parmi ces agences, l'américaine Moody's a récemment annoncé que l'épidémie de maladie à virus Ebola pourrait avoir des conséquences économiques désastreuses sur la santé financière des pays touchés ; notamment sur leur équilibre budgétaire et leurs perspectives de croissance.

- La Guinée Conakry, pourrait ainsi voir ses perspectives de croissances baisser d'un point, passant de 4,5% à 3,5% en 2014.
- Des baisses du même type sont également à craindre dans les autres pays touchés ; les autorités de Monrovia au Liberia ont déjà indiqué qu'elles risquaient de réviser à la baisse leurs prévisions de croissance pour cette année, initialement fixée à 5,9%.
- En Sierra Leone, la décélération pourrait être encore plus brutale. En effet, après avoir enregistré en 2013 un taux de croissance record de 16% ; il est fort est à penser que l'épidémie d'Ebola empêchera le pays de réitérer cet exploit.
- Enfin, le cas du Nigeria semble être le plus préoccupant. Ce géant d'Afrique, premier producteur de pétrole du continent (et 11<sup>ème</sup> mondial) serait très sévèrement touché par une baisse de la productivité de ce secteur à cause notamment d'une dégradation de la main d'œuvre locale ou d'un départ massif de personnels expatriés ; ce qui est déjà le

cas dans les autres pays touchés (Guinée, Sierra Leone et Liberia).

La Banque Mondiale va encore plus loin, estimant dans une étude publiée le 17 septembre que, le virus continue de déferler dans les trois pays les plus touchés - Guinée, Libéria et Sierra Leone - son impact économique pourrait augmenter de huit fois, portant un coup potentiellement catastrophique pour les États déjà fragiles . L'analyse de l'épidémie d'Ebola publié aujourd'hui conclut que si le virus continue de déferler dans les trois pays les plus touchés - Guinée, le Libéria et la Sierra Leone - son impact économique pourrait augmenter de huit fois, portant un coup potentiellement catastrophique pour les États déjà fragiles .

L'analyse estime que l'impact à court terme sur les perspectives de croissance de ces états serait de :

- 2,1 points de PIB en Guinée (réduisant les perspectives de croissance pour 2014 de 4,5% à 2,4%);
- 3,4 points au Liberia (réduisant les perspectives de croissance de 5,9% à 2,5%);
- et enfin de 3,3 points en Sierra Leone (faisant passer ses perspectives de croissance de 11,3% à 8%).

Ces prévisions sont d'autant plus regrettables que tous ces pays qui sortent de longues années de troubles sociaux et de conflits armés, faisaient montre, depuis quelque temps, de perspectives sociales et économiques très flatteuses.

## **L'espoir en un véritable élan de solidarité internationale**

Fort heureusement, tout n'est pas, dans cette épidémie, qu'une question de restriction et d'interdiction. Un élan de solidarité internationale s'est, en effet, mis en place afin de venir en aide à ces pays dont le système de santé très fragile a du mal à faire face à l'épidémie.

Ceci dit, ces initiatives fort louables ne doivent, cependant pas se focaliser uniquement sur la gestion de l'épidémie d'Ebola, en reléguant au second plan la lutte contre d'autres affections aux conséquences tout

aussi néfastes pour ces pays et dont une augmentation de l'incidence aurait pour conséquence de fragiliser encore plus les pays touchés ; paludisme, typhoïde, maladies cardiovasculaires, en sont les principaux exemples.

C'est en soit tout le système de santé qui doit être soutenu, en accordant, puisque les circonstances s'y prêtent ; une attention toute particulière à la gestion de l'épidémie d'Ebola.

Au-delà de l'appui médical, ces pays ont également besoin d'un soutien économique ; un soutien que nous voyons essentiellement sous la forme de mesures coercitives visant à soutenir et à galvaniser l'activité économique de ces pays.

Parmi ces mesures coercitives, nous pensons tout d'abord au maintien d'échanges humains et commerciaux avec ces pays. Un « embargo » serait à notre sens une forme d'arrêt de mort économique pour ces pays déjà meurtris par l'épidémie ; ce d'autant plus cette mesure n'a aucune justification scientifique.

De plus, nous préconisons, l'adoption de mesures dites de « discrimination positive » comme par exemples, des facilités d'échange, des exemptions de taxes, ou encore de droits de douane moins élevés pour les produits en provenance de ces pays, qui, faut-il le rappeler ne constituent en aucun cas des vecteurs de la maladie.

Une autre forme de soutien à l'économie de ces pays pourrait être constituée par des facilités dans l'obtention de crédits pour les commerçants et les hommes d'affaires locaux ; qui restent faut-il le rappeler, les acteurs majeurs de l'activité économique de leur pays.

Enfin, toutes ces mesures de soutien, basées sur l'implication directe des populations et des gouvernements dans l'effort de « guerre », nous semblent plus valorisantes que l'envoi d'une aide financière illimitée qui, bien que venant de bons sentiments ; a déjà par le passé, fait étalage de ses limites.

C'est en ce sens qu'à l'occasion d'une conférence tenue à Bruxelles le 03 mars 2015 et visant à coordonner la lutte contre l'épidémie Ebola, le Liberia, la Guinée et la Sierra Leone ont conjointement demandé l'adoption d'un plan de type « Marshall » pour aider à la reconstruction de leur pays.

## Conclusion

L'épidémie d'Ebola qui a à ce jour touché près de 5000 personnes et fait plus de 2400 victimes a été déclarée par l'OMS, urgence de santé publique de portée mondiale.

Cette flambée qui frappe des pays dont le système de santé était déjà très fragile, les a un peu plus plongés dans la précarité sanitaire.

Face à cette situation les populations et gouvernements des pays touchés de même que d'autres pays à travers le monde, ont réagit de manière parfois disproportionnée ; adoptant des mesures qui n'ont aucun fondement en terme de santé publique.

Au-delà de l'aspect sanitaire, force est de constater que cette épidémie commence à

avoir des répercussions sur l'activité économique des pays touchés, des répercussions qui, si rien n'est fait, pourraient avoir de lourdes conséquences sur les perspectives de croissance de ces pays ; les plongeant encore plus dans la précarité.

L'élan de solidarité mondiale mis en place dans le cadre de cette épidémie devrait dès lors s'atteler à soutenir les pays touchés en tenant compte de tous les paramètres de la crise ; à savoir qu'il s'agit serte au départ d'une crise sanitaire, mais qu'elle aura à n'en point douter des conséquences très graves sur l'économie de ces pays déjà peu nantis.

Un plan de type Marshall apparait dès lors comme une solution plus qu'envisageable.

## Références :

- Déclaration de l’OMS sur la réunion du Comité d’urgence du Règlement sanitaire international concernant la flambée de maladie à virus Ebola en Afrique de l’Ouest en 2014 : <http://www.who.int/mediacentre/news/statements/2014/ebola-20140808/fr/> (consulté le 16/09/2014)
- Riposte mondiale à la pandémie de grippe A(H1N1) 2009 – méthodologie d’évaluation : [http://www.who.int/csr/disease/swineflu/frequently\\_asked\\_questions/review\\_committee/fr/](http://www.who.int/csr/disease/swineflu/frequently_asked_questions/review_committee/fr/) (consulté le 16/09/2014)
- Entrer dans l’histoire en libérant le monde de la poliomyélite : <http://www.who.int/bulletin/volumes/92/7/14-142273/fr/> (consulté le 16/09/2014)
- Banque mondiale – Indicateurs de développement dans le monde <http://donnees.banquemondiale.org/pays/> (consulté le 17/08/2014)
- Ebola: Economic Impact Already Serious; Could Be “Catastrophic” Without Swift Response <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2014/09/17/ebola-economic-impact-serious-catastrophic-swift-response-countries-international-community-world-bank> (Consulté le 18/09/2014)
- The Economic and Social Impact of Emerging Infectious Disease: Mitigation through Detection, Research, and Response [http://www.healthcare.philips.com/main/shared/assets/documents/bioshield/ecoandsocialimpactofemerginginfectiousdisease\\_111208.pdf](http://www.healthcare.philips.com/main/shared/assets/documents/bioshield/ecoandsocialimpactofemerginginfectiousdisease_111208.pdf) (Consulté le 20/09/2014)
- Asian Development Bank, Assessing the Impact and Cost of SARS in Developing Asia . Asian Development Outlook 2003 Update, 2003.
-